




**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE D'AIX  
EN PROVENCE N° DL.2021-762**

**Séance publique du**

**24 septembre 2021**

**Présidence de Sophie JOISSAINS  
Maire**

Accusé de réception en préfecture
Identifiant : 013-211300017-20210924- lmc1202079-DE-1-1
Date de signature : 24/09/2021
Date de réception : vendredi 24 septembre 2021
 <p>POUR CERTIFICATION DU CARACTÈRE EXÉCUTOIRE: - ACTE SIGNÉ ✓ - COMPTE RENDU AFFICHÉ ✓ - ACTE TRANSMIS POUR EXERCICE DU CONTRÔLE DE LÉGALITÉ ✓</p>

**OBJET : DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE EN  
APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L.2122-22 ET L.2122-23 DU CODE GÉNÉRAL  
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Le 24 septembre 2021 à 09h30, le Conseil Municipal de la Commune d'Aix-en-Provence s'est réuni en session Ordinaire dans l'Amphithéâtre De La Verrière, 10 Rue des allumettes, 13 100 Aix-en-Provence, sur la convocation qui lui a été adressée par M. Gérard BRAMOULLE, 1er adjoint au Maire, pour le Maire démissionnaire, le 17/09/2021, conformément aux articles L 2122-15 et L 2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales.

**Etaient Présents :**

Monsieur Jonathan AMIACH, Madame Dominique AUGÉY, Madame Béatrice BENDELE, Monsieur Moussa BENKACI, Madame Kayané BIANCO, Madame Brigitte BILLOT, Madame Odile BONTHOUX, Monsieur Jacques BOUDON, Monsieur Gérard BRAMOULLÉ, Monsieur Pierre-Paul CALENDINI, Madame Joëlle CANUET, Monsieur Rémi CAPEAU, Monsieur Pierre-Emmanuel CASANOVA, Monsieur Eric CHEVALIER, Madame Françoise COURANJOU, Madame Brigitte DEVESA, Madame Sylvaine DI CARO ANTONUCCI, Monsieur Cyril DI MEO, Monsieur Sylvain DIJON, Monsieur Laurent DILLINGER, Monsieur Gilles DONATINI, Monsieur Jean-François DUBOST, Monsieur Marc FERAUD, Madame Stéphanie FERNANDEZ, Monsieur Jean-Christophe GRUVEL, Monsieur Sellam HADAOUI, Madame Elisabeth HUARD, Madame Claudie HUBERT, Madame Amandine JANER, Madame Sophie JOISSAINS, Monsieur Salah-Eddine KHOUÏEL, Monsieur Philippe KLEIN, Madame Gaëlle LENFANT, Madame Perrine MEGGIATO, Madame Sophie MEYNET DE CACQUERAY, Madame Arlette OLLIVIER, Monsieur Stéphane PAOLI, Monsieur Alain PARRA, Monsieur Marc PENA, Madame Anne-Laurence PETEL, Madame Josy PIGNATEL, Madame Laure SCANDOLERA, Madame Marie-Pierre SICARD - DESNUELLE, Monsieur Pierre SPANO, Monsieur Jules SUSINI, Monsieur Francis TAULAN, Madame Solène TRIVIDIC, Monsieur Jean-Louis VINCENT, Madame Fabienne VINCENTI, Monsieur Michael ZAZOUN, Madame Karima ZERKANI-RAYNAL.

**Excusés avec pouvoir donné conformément aux dispositions de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales:**

Madame Laurence ANGELETTI à Madame Elisabeth HUARD, Madame Agnès DAURES à Monsieur Pierre SPANO, Madame Maryse JOISSAINS MASINI à Madame Sophie JOISSAINS.

**Excusés sans pouvoir :**

Madame Françoise TERME.

Secrétaire : Rémi Capeau

Madame Sophie JOISSAINS donne lecture du rapport ci-joint.



Secrétariat Général  
Direction Assemblées et Vie  
Institutionnelle

**Nomenclature : 5.2**  
Fonctionnement des assemblées

RAPPORT POUR  
LE CONSEIL MUNICIPAL  
DU 24 SEPTEMBRE 2021

-----

**RAPPORTEUR** : Madame Sophie JOISSAINS

**Politique Publique : 02-VIE INSTITUTIONNELLE**

**OBJET** : DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L.2122-22 ET L.2122-23 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES - Décision du Conseil

Mes chers Collègues,

En vertu de l'article L.2121-29 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Conseil Municipal règle par ses délibérations les affaires de la commune.

Le Maire détient, d'une part, des pouvoirs propres (police municipale, gestion du personnel notamment), d'autre part, des compétences peuvent lui être déléguées par le Conseil Municipal sur le fondement de l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales afin de faciliter le traitement de certains dossiers.

Cette délégation de compétence emporte dessaisissement du Conseil Municipal qui ne sera plus compétent pour délibérer sur les matières déléguées.

En outre, il résulte des dispositions de l'article L.2122-23 du CGCT que « les décisions prises par le Maire en vertu de l'article L.2122-22 sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des conseils municipaux portant sur les mêmes objets.

Sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, les décisions prises en application de celle-ci peuvent être signées par un adjoint ou un conseiller municipal agissant par délégation du maire dans les conditions fixées à l'article L.2122-18.

Sauf disposition contraire dans la délibération, les décisions relatives aux matières ayant fait l'objet de la délégation sont prises, en cas d'empêchement du Maire, par le conseil municipal.

Le conseil municipal peut toujours mettre fin à la délégation. »

Par ce moyen dont l'efficacité n'est plus à démontrer, le règlement des affaires qui se présentent régulièrement est accéléré et l'ordre du jour du Conseil Municipal, suffisamment chargé de questions méritant une étude et un choix, est ainsi soulagé de toute affaire courante.

### **I – Définition du périmètre des délégations**

Je vous propose, en conséquence de déléguer les compétences du Conseil Municipal au Maire afin :

•**En vertu de l'article L.2122-22-1°** - D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux.

Seul le Maire sera habilité à signer ces décisions.

•**En vertu de l'article L.2122-22-3°** - De procéder, dans les limites des inscriptions budgétaires, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L.1618-2 et au a de l'article L.2221-5-1 du CGCT, sous réserve des dispositions du c de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Conformément aux recommandations formulées par la circulaire du 25 juin 2010 relative aux produits financiers offerts aux collectivités locales et à leurs établissements publics, il convient de préciser cette délégation selon les conditions et limites définies ci-après.

#### **Réalisation des emprunts**

Les emprunts pourront comporter les caractéristiques suivantes :

- emprunts bancaires classiques, emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie, emprunts obligataires privées et/ou publics, libellés en euro,
- emprunts de catégories maximales 2 et C figurant dans le tableau de classification des risques établi par la Charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales, dite Charte Gissler.

#### **Tableaux des risques**

Indices sous-jacents	
1	Indices zone euro
2	Indices inflation française ou inflation zone euro ou écart entre ces indices
3	Ecart d'indices zone euro
4	Indices hors zone euro. Ecart d'indices dont l'un est un indice hors zone euro

5	Ecart d'indices hors zone euro
6	Autres indices

Structures	
A	Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre un taux variable ou un taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel)
B	Barrière simple. Pas d'effet de levier
C	Option d'échange (swaption)
D	Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé

E	Multiplicateur jusqu'à 5
F	Autres types de structure

Pour l'exécution de ces opérations, il sera procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

#### Opérations financières utiles à la gestion des emprunts

Les opérations financières utiles à la gestion des emprunts s'inscriront également dans les catégories maximales 2 et C figurant dans le tableau de classification des risques établi par la Charte de bonne conduite entre les établissements bancaires et les collectivités locales, dite Charte Gissler.

##### - Réaménagement de la dette

Il s'agit des opérations de remboursements anticipés, refinancements et renégociations de contrats d'emprunts en cours souscrits par la collectivité.

Ces opérations devront répondre à un objectif de gain budgétaire « avéré », ou d'amélioration des clauses contractuelles, ou de rééquilibrage de la structure d'indexation de la dette.

##### - Opérations de couverture du risque de taux

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la commune souhaite recourir à des instruments de couverture afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier un taux (contrats d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWARD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR).

En toute hypothèse, les opérations de couvertures sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel porte les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité (seuil maximum retenu conformément aux critères arrêtés par le Conseil national de la comptabilité).

La durée des contrats de couverture ne pourra être supérieure à la durée résiduelle

des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Ils ne pourront être conclus que pour rééquilibrer la structure d'indexation de la dette, ou obtenir un taux fixe ou une marge sur taux flottant plus avantageux que les meilleures offres bancaires faites au moment de leur souscription.

Des primes ou commissions pourront être versées à l'établissement financier pour un montant maximum de 1,5% du montant de l'opération réalisée.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Seul le Maire ou l'élu délégué aux finances seront habilités à signer ces décisions, et autorisés à lancer les consultations, retenir les offres les plus compétitives, passer les ordres pour effectuer l'opération retenue et signer les documents contractuels correspondants et les avenants éventuels, ainsi que résilier ou modifier les contrats déjà conclus.

- **En vertu de l'article L.2122-22-4°** - De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres et de leurs marchés subséquents, leurs reconductions et leur résiliation, ainsi que toute décision concernant leurs avenants et leurs sous-traitances lorsque les crédits sont inscrits au budget et dans la limite de 1 000 000 euros HT.

Entre 214 000 euros HT et 1 000 000 euros HT, le Maire ainsi que l'Adjoint délégué aux marchés publics sont autorisés à signer les documents ou actes concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres et de leurs marchés subséquents, leurs reconductions et leur résiliation, ainsi que les décisions concernant leurs avenants et leurs sous-traitances lorsque les crédits sont inscrits au budget. Le Maire ainsi que l'Adjoint délégué aux marchés publics sont autorisés à signer ces mêmes décisions jusqu'à la limite de 1 000 000 euros HT, étant précisé que de 0 à 89 999 HT, ils interviendront en cas d'absence de l'élu délégué ou de son remplaçant.

Dans les conditions de l'article 2122-19 du CGCT, le Directeur Général des Services, le Directeur Général des Services Techniques et les Directeurs Généraux Adjointes des Services bénéficieront d'une délégation de signature, dans leur champ de compétence, en cas d'impossibilité ou d'absence des élus délégués dans ces matières et dans les conditions et limites similaires à ces derniers.

- **En vertu de l'article L.2122-22-5°** - De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

Seul le Maire et l'adjoint délégué au Foncier et à la Gestion des Propriétés Communales seront habilités à signer les décisions relevant de cette délégation en ce qui concerne les prises à bail de la Commune.

- **En vertu de l'article L.2122-22-6°** - De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

Seul le Maire ou l'élu délégué au juridique seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-7°** - De créer, modifier ou supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

Seul le Maire ou l'élu délégué aux finances seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-8°** - De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

Seul le Maire ou l'élu délégué aux services aux publics et Etat civil seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-9°** - D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges;

Seul le Maire, l'élu délégué au juridique et l'élu délégué à la protection animale seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-10°** - De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € ;

- **En vertu de l'article L.2122-22-11°** - De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;

Seul le Maire, l'élu délégué au juridique ou aux finances seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-12°** - De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

Seul le Maire ou l'élu délégué au foncier seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-14°** - De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

Seul le Maire ou l'élu délégué à l'urbanisme seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-15°** - D'exercer, au nom de la commune dans les limites des inscriptions budgétaires prévues à cet effet, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L.213-3 de ce même code ;

Seul le Maire ou l'élu délégué au foncier seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-16°** - D'intenter au nom de la commune toute action en référé ou en urgence, ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, d'intervenir dans les actions auxquelles elle a intérêt, de se constituer partie civile devant les juridictions répressives et d'exercer l'ensemble des voies de recours consécutives aux actions d'urgence, d'exercer toutes actions en liquidation d'astreinte.

Cette autorisation recouvre l'ensemble des contentieux en cours et à venir, et ce, devant l'ensemble des juridictions civiles, administratives, pénales ou spéciales devant lesquelles la commune serait susceptible d'agir.

Seul le Maire ou l'élu délégué au juridique seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-17°** - De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite des franchises prévues au contrat d'assurance.

Seul le Maire ou l'élu délégué au garage seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-18°** - De donner, en application de l'article L.

324-1 du Code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;

Seul le Maire ou l' élu délégué au foncier seront habilités à signer ces décisions

- **En vertu de l'article L.2122-22-19°** - De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L.311-4 du Code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L.332-11-2 du même code précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;

Seul le Maire ou l' élu délégué à l'urbanisme seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-20°** - De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum de trente millions d'euros (30 000 000 €) ;

Seul le Maire ou l' élu délégué aux finances seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-22°** - D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L.240-1 à L.240-3 du code de l'urbanisme ;

Seul le Maire ou l' élu délégué au foncier seront habilités à signer ces décisions.

- **En vertu de l'article L.2122-22-24°** – D'autoriser au nom de la commune le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

- **En vertu de l'article L.2122-22-29°** – D'ouvrir et d'organiser la participation du public par voie électronique prévue au I de l'article L123.-19 du Code de l'Environnement.

Seul le Maire ou l' élu délégué seront habilités à signer les décisions.

## II - **Signature des décisions.**

Conformément à l'article L.2122-23 du CGCT, les décisions prises en application de ces délégations peuvent être signées, dans le cadre de leur délégation de fonction, par les adjoints et les conseillers municipaux, sauf disposition contraire pour certaines compétences et précisées au I.

Les Directeurs Généraux Adjoints des Services, le Directeur Général des Services Techniques et le Directeur général des Services pourront signer dans le cadre de leur délégation de signature, en l'absence des élus délégués ou en cas d'impossibilité de signature par ces derniers.

En cas d'absence, de suspension, de révocation ou de tout autre empêchement du Maire, les décisions prises sur ce fondement peuvent être signées par un adjoint pris dans l'ordre du tableau, sauf pour les décisions relatives aux matières du 2122-22-3° et 2122-22-20° qui seront prises par l' élu délégué aux Finances.

## III - **Durée de ces délégations**

Les délégations consenties, le sont pendant la durée du mandat, et ce à l'exception de celles consenties en application du 2122-22-3° qui en vertu de l'article L2122-22 dernier alinéa prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du Conseil Municipal.

Le Conseil municipal peut toujours mettre fin aux délégations.

#### IV - Compte-rendu des décisions municipales

Le maire rendra compte à chacune des réunions obligatoires du conseil municipal des décisions prises dans le cadre de ses délégations de compétences.

Le conseil municipal prendra acte de ce compte rendu, les décisions municipales ne pouvant donner lieu à aucun vote en séance.

Compte tenu des informations qui précèdent, je vous demande, Mes Chers Collègues, de bien vouloir :

- **DELEGUER** au Maire, les compétences prévues par l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) dans les matières limitativement énumérées au I et dans les limites et conditions définies aux I, II, III, et IV de la présente délibération.



DL.2021-762 - DÉLÉGATIONS DE COMPÉTENCES DU CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE EN  
APPLICATION DES DISPOSITIONS DES ARTICLES L.2122-22 ET L.2122-23 DU CODE  
GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES -

Présents et représentés	: 54
Présents	: 51
Abstentions	: 0
Non participation	: 15
Suffrages Exprimés	: 39
Pour	: 39
Contre	: 0

Ont voté contre

NEANT

Se sont abstenus

NEANT

N'ont pas pris part au vote

Laurence ANGELETTI Béatrice BENDELE Pierre-Paul CALENDINI Agnès DAURES Cyril DI  
MEO Elisabeth HUARD Claudie HUBERT Philippe KLEIN Gaëlle LENFANT Sophie MEYNET  
DE CACQUERAY Alain PARRA Marc PENA Anne-Laurence PETEL Josy PIGNATEL Pierre  
SPANO

Le Conseil Municipal a Adopté à l'unanimité  
le rapport qui précède.

Ont signé Sophie JOISSAINS, Maire

Président de séance et les membres du conseil présents :

Le Maire,  
Sophie JOISSAINS



Compte-rendu de la délibération affiché le : 24/09/2021  
(articles L2121-25 et R 2121-11 du C.G.C.T.)

1

---

1 « Toute décision individuelle peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Marseille, dans un  
délai de deux mois à compter de sa notification. Dans ce délai, il peut être présenté un recours gracieux prorogeant le  
délai de recours contentieux ...»